

Macron et Sissi s'opposent sur les droits de l'homme

En Egypte, le président français plaide pour le « respect des libertés »

LE CAIRE · envoyées spéciales

Emmanuel Macron a failli annuler son voyage en Egypte. Il n'était pas certain que ce soit une bonne idée de quitter le territoire au lendemain de l'acte XI des « gilets jaunes ». Mais aussi, assure-t-on dans son entourage, parce qu'il voulait obtenir au préalable des garanties de la part du président Sissi en matière de respect des droits de l'homme. De ce point de vue, rien ne permet d'attester que le chef de l'Etat français a obtenu gain de cause.

A l'issue d'une rencontre de deux heures, lundi 28 janvier au Caire, les chefs d'Etat ont dessiné, lors d'une conférence de presse commune, deux visions très différentes sur le sujet. Si Emmanuel Macron a effectivement exprimé son souhait que son homologue égyptien soit plus attentif aux libertés civiles, Abdel Fattah Al-Sissi, pour sa part, défendu ses positions et n'a pas manifesté la moindre volonté d'infléchir ses pratiques répressives.

Après avoir rappelé que l'Egypte est un allié « stratégique » de la France, dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale ainsi que dans la résolution des crises régionales, Emmanuel Macron a interpellé M. Sissi, « en ami sincère ». « La stabilité et la paix durables en Egypte vont de pair avec le respect des droits et des libertés de chacun dans le cadre d'un Etat de droit », a déclaré le président français, alors que son hôte a invoqué la nécessité de lutter contre le terrorisme et les Frères musulmans pour assurer la stabilité du pays.

M. Sissi, qui a renversé le président issu de la confrérie islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013 et a été élu en juin 2014, a emprisonné des milliers de sympathisants des Frères. Une répression qui s'est très vite étendue aux oppositions laïque et de gauche.

« Une société civile dynamique, active, inclusive reste le meilleur rempart contre les extrémismes », a insisté Emmanuel Macron.

En octobre 2017, quand il avait reçu à l'Elysée son homologue égyptien, le président français avait refusé de lui « donner des leçons ». En privé, Emmanuel Macron lui avait toutefois communiqué une liste de personnes incarcérées dont il souhaitait que Le Caire réexamine le cas. « Seules deux d'entre elles ont été libérées, ce n'est pas assez. Et depuis, les choses ont empiré », a-t-il expliqué devant des journalistes, dimanche soir, en amont de sa rencontre avec M. Sissi.

« Un seul chemin »

« Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des opposants politiques qui sont emprisonnés, mais bien des opposants qui sont dans le champ démocratique traditionnel, qui ne menacent pas la stabi-

gent que la politique actuelle en Egypte « est plus dure que le régime de [Hosni] Moubarak », le dictateur qui a été renversé par la pression de la rue, en 2011.

L'ONG Arabic Network for Human Rights Information a recensé au moins 60 000 prisonniers politiques depuis 2013. La Commission égyptienne pour les droits et libertés (ECRF) a compté plus de 2 800 disparitions forcées entre juillet 2013 et juin 2016, et au moins 44 morts sous la torture entre août 2013 et décembre 2016. « Ma ligne, c'est : stabilité et respect de la souveraineté. Mais ce qui est en train de se passer ici

menace à terme la stabilité même de l'Egypte », selon M. Macron.

La réponse du président égyptien ne s'est pas fait attendre. « Vous ne devez pas nous regarder seulement avec votre regard européen. Vous devez nous regarder avec vos yeux égyptiens », a lancé M. Sissi. Nous ne sommes pas comme l'Europe ou comme l'Amérique (...), on ne peut pas imposer à toutes les sociétés un seul chemin. »

L'homme fort de l'armée a longuement développé sa propre vision des droits de l'homme, arguant que le développement du pays prime sur les droits civils et politiques. « Les 2,5 millions d'Egyptiens qui naissent chaque année ont besoin d'écoles, de nourriture et de soins médicaux », a-t-il avancé, en soulignant que l'Egypte ne serait « pas construite par les blogueurs mais par le travail, l'effort et la persévérance ».

Emmanuel Macron devait rencontrer mardi des représentants des ONG pour le déjeuner. Leurs premières réactions sont positives. Mohamed Lotfy, de l'ECRF,

lauréat du prix franco-allemand des droits de l'homme et de l'Etat de droit, juge le positionnement du chef de l'Etat français « encourageant ». Il critique la réponse qu'a faite M. Sissi à celui-ci : « L'ar-

gument du relativisme culturel et de la spécificité du contexte égyptien par rapport aux autres pays est un faux argument ; c'est un joker utilisé par les pays qui bafouent les droits de l'homme de manière systématique. »

« Tendance au déni »

Emmanuel Macron a une nouvelle fois remis une liste des cas individuels et des législations liberticides à M. Sissi. Pour Leslie Piquemal, de l'ONG égyptienne Cairo Institute for Human Rights Studies, il n'est pas exclu que le président égyptien s'en saisisse : il a « une tendance au déni, une manière de ne pas perdre la face, mais il peut y avoir un progrès ultérieur sur des cas particuliers ». Avant d'ajouter : « La balle est dans son camp et dans celui des autorités françaises, qui doivent accroître

leurs efforts pour donner toute sa place à la problématique des droits de l'homme au sein de ce partenariat stratégique avec l'Egypte. »

Soucieux de rapprocher davantage les deux pays, Emmanuel Macron a cédé à « la pression insistante » de son hôte et housculé son agenda pour visiter le chantier de la nouvelle capitale que M. Sissi a décidé d'installer à une quarantaine de kilomètres du Caire. Paris entrevoit dans ce projet de nombreuses opportunités pour les entreprises françaises, venues en nombre participer au forum économique qui se tenait en parallèle à la visite présidentielle. Une trentaine d'accords ont été signés, pour près d'un milliard d'euros.

En revanche, la visite n'a donné lieu à aucune nouvelle commande militaire. Mais comme l'a souligné l'Elysée en amont du déplacement, il n'est pas exclu que l'option d'achat de douze avions de combat Rafale soit levée dans les « prochaines semaines ». ■

VIRGINIE MALINGRE
ET HÉLÈNE SALLON

« L'argument du relativisme culturel est un joker utilisé par les pays qui bafouent les droits de l'homme »

MOHAMED LOTFY

Commission égyptienne pour les droits et libertés

lité du régime. Ce sont des journalistes, des homosexuels, des femmes et des hommes qui ont des convictions », a regretté Emmanuel Macron. Il a notamment déploré la volonté de son interlocuteur de limiter le champ d'action des ONG et de museler toute voix dissidente sur Internet au prétexte de la cybercriminalité.

M. Macron constate que « les intellectuels et la société civile » ju-